

**LFP OPPORTUNITY LOANS**

**Société anonyme sous la forme d'une  
société d'investissement à capital variable (SICAV)**

**Siège: 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange**

**R.C.S. Luxembourg B 158123**

**Assemblée générale extraordinaire**

**(Rectificatif du dépôt L150160031 du 31/08/2015)**

**Du 8 juin 2015 - numéro 509/15**

L'an deux mille quinze, le huit juin.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"**Assemblée**") de la société LFP Opportunity Loans (la "**Société**"), une anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable ayant son siège social au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, constituée le 20 décembre 2010 en vertu d'un acte reçu par le notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 129 du 21 janvier 2011.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Sylvie DOBSON, *funds domiciliation officer*, résidant professionnellement à Hesperange (le "**Président**"), qui désigne Valérie LETELLIER, *funds domiciliation officer*, résidant professionnellement à Hesperange comme secrétaire.

L'Assemblée élit Aline BIEJ *funds domiciliation officer*, résidant professionnellement à Hesperange comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire de constater que:

- A. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:
  - 1. Refonte des statuts dans le but, notamment, de:

a) préciser que la Société est soumise à la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif. Cette précision sera notamment reflétée dans l'objet de la Société, dont le texte sera le suivant : *" La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille. La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Partie II de la Loi de 2010";*

b) mettre les statuts à jour au regard des exigences de la Directive 2011/61/UE et de ses mesures d'exécution notamment en ce qui concerne (i) les conditions applicables à la décharge de responsabilité du dépositaire, (ii) le transfert à et la réutilisation des actifs de la Société par des tiers (iii) le traitement préférentiel des investisseurs, (iv) les informations à communiquer aux investisseurs et (v) l'obligation pour le réviseur d'entreprises agréé d'exercer sa mission conformément aux obligations qui lui sont imposées par la loi du 12 juillet 2013 concernant les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;

c) corriger quelques divergences entre le prospectus et les statuts (notamment concernant le calcul de la valeur nette d'inventaire, les causes de suspension de la valeur nette d'inventaire, les cas dans lesquels le conseil d'administration est autorisé à fusionner ou liquider des compartiments) ;

d) corriger les dispositions relatives au transfert du siège social ;

e) modifier le lieu de tenue de l'assemblée générale annuelle (qui sera désormais tenue dans la commune du siège social) ;

f) clarifier l'article décrivant les conflits d'intérêt ;

g) permettre à l'assemblée générale des actionnaires de décider du rachat d'actions ou de l'apport des actions d'un compartiment sur proposition du conseil d'administration ;

h) clarifier les délais de paiement en cas de rachats importants;

i) standardiser les méthodes de convocation du conseil d'administration et préciser que tout administrateur peut participer aux réunions du conseil d'administration par le biais de moyens vidéo ou de visioconférence;

j) introduire certaines flexibilités et précisions concernant notamment les mécanismes de souscription, rachat et conversions et les

pouvoirs du conseil d'administration, qui pourra notamment fixer librement les politiques et restrictions à l'investissement, la définition du terme "Ressortissant des Etats-Unis", et décider du nombre de décimales auxquelles les fractions d'actions sont émises ;

- k) introduire certaines flexibilités en termes de publication ;
- l) introduire diverses modifications concernant la tenue des assemblées des actionnaires et notamment :
  - introduire la possibilité de fixer le quorum et la majorité requis pour les assemblées des actionnaires en fonction des actions en circulation le cinquième jour qui précède l'assemblée ;
  - introduire la possibilité de voter par formulaire ;
  - préciser que les assemblées sont soumises aux règles de quorum et de majorité prévues par la loi luxembourgeoise;
- m) clarifier le texte relatif à la répartition des bénéfices;
- n) clarifier le texte décrivant les assemblées spécifiques des compartiments et/ou classes ;
- o) clarifier le texte relatif aux restrictions à la propriété des actions ;
- p) clarifier des frais à charge de la Société ;
- q) clarifier la loi applicable à la Société ;
- r) harmoniser l'emploi des termes définis et corriger la définition du " Jour d'Evaluation ";
- s) mettre à jour la loi applicable ;
- t) apporter diverses autres modifications ou précisions.

2. Transfert du siège social de la Société à Luxembourg avec effet au premier janvier 2016 (ou toute autre date ultérieure fixée par le conseil d'administration au cas où le déménagement de l'agent domiciliataire de la Société prendrait du retard); Modification subséquente de l'article 2 premier alinéa des Statuts avec effet à la date effective du transfert du siège social; octroi au conseil d'administration du pouvoir d'accomplir toutes les formalités nécessaires à la constatation ou, le cas échéant, la modification de la date de prise d'effet du transfert du siège social de la Société au cas où le déménagement de l'agent domiciliataire de la société prendrait du retard.

B. L'Assemblée a été convoquée par courriers recommandés à tous les actionnaires en nom en date du 21 mai 2015.

C. L'Assemblée ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins du capital est représentée. Pour être valables, les résolutions doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

D. Les actionnaires présents et représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont repris sur la liste de présence et paraphées "ne varietur" par les mandataires, le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. La liste et les procurations seront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

E. Il apparaît de la liste de présence que sur 82.980,43 actions en circulation, 46.454 actions sont présentes ou représentées à l'Assemblée, ce qui représente 55,98% du capital social.

F. L'Assemblée est donc valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix émises:

#### **Première résolution**

L'Assemblée décide de procéder à la refonte des statuts de la Société, dont le texte sera désormais le suivant :

### **TITRE I. - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - OBJET DE LA SOCIETE**

#### **Art 1<sup>er</sup>. Dénomination**

Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme fonctionnant sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV) sous la dénomination **LFP OPPORTUNITY LOANS** (la "Société"). La Société est soumise aux dispositions de la Partie II de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la "Loi de 2010").

#### **Art. 2. Siège social**

Le siège social est établi à Hesperange, Grand-duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune visée dans le paragraphe qui précède par décision du conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration"). Il peut également être transféré dans une autre commune du Grand-duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires (l'"Assemblée Générale")

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, de succursales ou bureaux tant dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

La déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante.

#### **Art. 3. Durée**

La Société est établie pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des statuts.

#### **Art. 4. Objet**

La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille. La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Partie II de la Loi de 2010.

### **TITRE II. - CAPITAL SOCIAL - CARACTERISTIQUES DES ACTIONS**

#### **Art. 5. Capital social**

La Société peut établir à tout moment des masses d'avoirs constituant des compartiments distincts. Le produit de toute émission d'actions d'un compartiment déterminé sera investi en valeurs variées et autres avoirs dans le compartiment d'actif correspondant à cette catégorie d'actions, suivant la politique d'investissement déterminée par le Conseil d'Administration pour le compartiment donné, compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la loi et la réglementation et de celles adoptées par le Conseil d'Administration.

Le capital social de la Société est égal à tout moment à l'actif net de tous les compartiments réunis de la Société tel que défini à l'article 12 des présents statuts.

Passé un délai de 6 mois à compter de l'agrément de la Société, le capital de la Société doit à tout moment être au moins égal au minimum fixé par la réglementation en vigueur. A la date des présents statuts, ce minimum est fixé à EUR 1.250.000.

Les comptes consolidés de la Société, tous compartiments réunis, sont établis dans la devise de référence du capital social, à savoir l'euro ("EUR").

#### **Art. 6. Classes d'actions**

Le Conseil d'Administration peut décider, pour tout compartiment, de créer des classes d'actions de capitalisation et de distribution ainsi que des classes d'actions dont les caractéristiques sont décrites dans les documents de vente de la Société.

#### **Art. 7. Forme des actions**

Les actions sont émises sans mention de valeur nominale et entièrement libérées. Toute action, quel que soit le compartiment et la classe dont elle relève, sera émise sous forme nominative au nom du souscripteur, matérialisée par une inscription du souscripteur dans le registre des actionnaires, auquel cas un certificat d'inscription nominative pourra être remis à la demande expresse de l'actionnaire. Si un actionnaire désire que plus d'un certificat nominatif soit émis pour ses actions, le coût de ces certificats additionnels pourra être mis à sa charge.

Le registre des actionnaires sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société. L'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions nominatives qu'il détient et le montant payé sur chacune des actions. Tout transfert, entre vifs ou à cause de mort, d'actions nominatives sera inscrit au registre des actions, pareille inscription devant être signée par un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoir de la Société, ou par une ou plusieurs autres personnes désignées à cet effet par le Conseil d'Administration.

Le transfert d'actions nominatives se fera par la remise à la Société des certificats représentant ces actions, ensemble avec tous autres documents de transfert exigés par la Société, ou bien, s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite portée au registre des

actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis.

Tout actionnaire désirant obtenir des certificats d'actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également au registre des actions.

Au cas où un actionnaire en nom ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actions, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actions par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée par la Société.

Les actions peuvent être émises en fractions d'actions jusqu'au nombre de décimales fixé par le Conseil d'Administration, en titres unitaires ou être représentées par des certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les droits relatifs aux fractions d'actions sont exercés au prorata de la fraction détenue par l'actionnaire, excepté le droit de vote, qui ne peut être exercé que pour un nombre entier d'actions.

Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'actions a été égaré ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat sur lequel sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus aucune valeur.

Les certificats d'actions endommagés peuvent être échangés par la Société. Les certificats endommagés seront remis à la Société et annulés sur-le-champ. La Société peut à son gré mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat ainsi que toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre ou avec la destruction de l'ancien certificat.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant propriétaire à son égard.

### **Art. 8. Emission des actions**

A l'intérieur de chaque compartiment, le Conseil d'Administration est autorisé, à tout moment et sans limitation, à émettre des actions supplémentaires, entièrement libérées, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription.

Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action offerte, quels que soient le compartiment et la classe au titre desquels cette action est émise, sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire de cette action telle que cette valeur est déterminée conformément à l'article 12 des présents statuts. Ce prix sera majoré de telles commissions que le prospectus de la Société (le "Prospectus") énoncera. Le prix ainsi déterminé sera payable au plus tard 3 jours ouvrables après la date à laquelle la Valeur Nette d'Inventaire applicable aura été déterminée. A toutes fins utiles et pour autant que de besoin, ce qui précède ne fait pas obstacle à l'émission à un prix de souscription initial lors du lancement de nouveaux compartiments et/ou de nouvelles classes.

Les actions ne sont émises que sur acceptation de la souscription et réception du prix conformément à l'article 8 des présents statuts. A la suite de l'acceptation de la souscription et de la réception du prix, les actions souscrites sont attribuées au souscripteur.

Les souscriptions peuvent également être effectuées par apport de valeurs mobilières et autres avoirs autorisés autres qu'en numéraire, sous réserve de l'accord du Conseil d'Administration.

Ces valeurs mobilières et autres avoirs autorisés doivent satisfaire à la politique et aux restrictions d'investissement, telles que définies pour chaque compartiment. Ils sont évalués conformément aux principes d'évaluation prévus dans le Prospectus. De plus, en conformité avec la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi de 1915"), ces apports feront l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises de la Société. Les frais en relation avec une souscription par apport en nature sont supportés par le souscripteur, à moins que le Conseil d'Administration n'en décide autrement.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur ou autre fondé de pouvoir de la Société, dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter les souscriptions, rachats ou conversions et de payer ou recevoir en paiement le prix des actions nouvelles à émettre ou à racheter.



Toute souscription d'actions nouvelles doit, sous peine de nullité, être entièrement libérée et les actions émises portent même jouissance que les actions existantes de la même classe le jour de l'émission.

#### **Art. 9. Rachat des actions**

Sauf disposition contraire du Prospectus, chaque actionnaire a le droit de demander à la Société qu'elle lui rachète tout ou partie des actions qu'il détient dans les conditions prévues par le Prospectus.

Le prix de rachat d'une action, suivant le compartiment ou la classe dont elle relève, sera égal à sa Valeur Nette d'Inventaire, telle que cette valeur est déterminée pour chaque classe d'actions, conformément à l'article 12 des présents statuts. Le prix de rachat pourra être réduit de telles commissions de rachat que le Prospectus énoncera au bénéfice du compartiment.

En cas de demandes importantes de rachat et/ou conversion au titre d'un compartiment, la Société se réserve le droit de traiter ces rachats au prix de rachat tel qu'il aura été déterminé après qu'elle aura pu vendre les valeurs nécessaires dans les plus brefs délais, et en principe dans les six mois du Jour d'Evaluation concerné (tel qu'indiqué dans la fiche signalétique du compartiment concerné), et qu'elle aura pu disposer des produits de ces ventes et ce dans le meilleur intérêt des actionnaires, eu égard aux conditions de marché. Une seule Valeur Nette d'Inventaire sera calculée pour toutes les demandes de rachat ou conversion présentées au même moment. Ces demandes seront traitées prioritairement à toute autre demande.

Toute demande de rachat doit être présentée par l'actionnaire par écrit ou télécopie à la Société ou auprès d'une autre personne juridiquement mandatée pour le remboursement des actions conformément aux dispositions du Prospectus. Elle doit préciser le nombre ou le montant et le compartiment des actions à racheter ainsi que toutes les références utiles pour effectuer le règlement du rachat.

Le prix de rachat sera payé au plus tard trente jours ouvrables après la date à laquelle la Valeur Nette d'Inventaire applicable aura été déterminée, ou à la date à laquelle les certificats d'actions ont été reçus par la Société, si cette date est postérieure. Toute demande de rachat est irrévocable, sauf en cas de suspension du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des actions.

La demande de rachat doit être accompagnée du ou des certificats d'actions en bonne et due forme et des pièces nécessaires pour opérer leur

transfert avant que le prix de rachat ne puisse être payé.

Les actions rachetées par la Société seront annulées.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur ou autre fondé de pouvoir de la Société, dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter les rachats et de payer le prix des actions à racheter.

#### **Art. 10. Conversion des actions**

Chaque actionnaire a le droit, sous réserve des restrictions éventuelles du Conseil d'Administration reflétées dans le Prospectus et dans les fiches signalétiques des Compartiments, de passer d'un compartiment à un autre compartiment et de demander la conversion des actions qu'il détient dans une classe d'un compartiment en actions d'une autre classe du même compartiment.

La conversion est basée sur les valeurs nettes d'inventaire, telles que ces valeurs sont déterminées conformément à l'article 12 des présents statuts, de la ou des classes d'actions des compartiments concernés. Le Conseil d'Administration pourra fixer telles restrictions qu'il estimera nécessaires à la fréquence des conversions et il pourra soumettre les conversions au paiement des frais dont il déterminera raisonnablement le montant.

Toute demande de conversion doit être présentée par l'actionnaire par écrit au siège social de la Société à Luxembourg ou auprès d'une autre personne juridique mandatée pour la conversion des actions conformément aux dispositions du Prospectus. Elle doit préciser le nom de l'investisseur, le compartiment et la classe des actions détenues, le nombre d'actions ou le montant à convertir, ainsi que le compartiment et la classe des actions à obtenir en échange. Elle doit être accompagnée des certificats d'actions éventuellement émis. Si des certificats d'actions nominatives ont été émis pour les actions de la classe d'origine, les nouveaux certificats ne seront établis aussi longtemps que les anciens certificats ne seront pas parvenus à la Société.

Les actions, dont la conversion en d'autres actions a été effectuée, seront annulées.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur ou autre fondé de pouvoir de la Société, dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter et d'exécuter les conversions et de payer les rompus éventuels correspondants.

#### **Art. 11. Restrictions à la propriété des actions**

La Société pourra restreindre ou mettre obstacle à la propriété d'actions de la Société par toute personne physique ou morale et elle pourra notamment interdire la propriété d'actions par des Ressortissants des Etats-Unis, tel que ce terme sera défini par le Conseil d'Administration.

La Société pourra en outre édicter les restrictions qu'elle juge utiles, en vue d'assurer qu'aucune action de la Société ne sera acquise ou détenue par (a) une personne en infraction avec les lois ou les exigences d'un quelconque pays ou autorité gouvernementale ou (b) toute personne dont la situation, de l'avis du Conseil d'Administration, pourra amener la Société à encourir des charges d'impôt ou d'autres désavantages financiers qu'autrement elle n'aurait pas encourus.

Toute personne ne pouvant, de l'avis du Conseil d'Administration, acquérir ou détenir les actions de la Société seront ci-après désignées par le terme "Personne Prohibée" (incluant les Ressortissants des Etats-Unis).

A cet effet :

1. La Société pourra refuser l'émission d'actions et l'inscription du transfert d'actions lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété de l'action à une Personne Prohibée.

2. La Société pourra demander à toute personne figurant au registre des actionnaires ou à toute autre personne qui demande à faire inscrire un transfert d'actions de lui fournir tous renseignements et certificats qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou vont appartenir en propriété effective à des Personnes Prohibées.

3. La Société pourra procéder au rachat forcé s'il apparaît qu'une Personne Prohibée, soit seule, soit ensemble avec d'autres personnes, est le propriétaire d'actions de la Société. Dans ce cas, la procédure suivante sera appliquée :

a) La Société enverra un préavis (appelé ci-après "l'avis de rachat") à l'actionnaire possédant les titres ou apparaissant au registre comme étant le propriétaire des actions ; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, le prix de rachat à payer et l'endroit où ce prix sera payable. L'avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actions. L'actionnaire en question sera obligé de remettre sans délai le ou les certificats représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat.

Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être le propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat; s'il s'agit d'actions nominatives, son nom sera rayé du registre.

b) Le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées (le "prix de rachat") sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire des actions de la Société déterminée à la date fixée par le Conseil d'Administration. A partir de la date indiquée dans l'avis de rachat, l'actionnaire concerné perdra tous les droits d'actionnaire.

c) Le paiement sera effectué en la devise que déterminera le Conseil d'Administration. Le prix sera déposé par la Société auprès d'une banque, à Luxembourg ou ailleurs, spécifiée dans l'avis de rachat, qui le transmettra à l'actionnaire en question contre remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat. Dès après le paiement du prix dans ces conditions, aucune personne intéressée dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra faire valoir de droit à l'égard de ces actions ni ne pourra exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des actions de recevoir le prix déposé (sans intérêts) à la banque contre remise des certificats.

d) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés au présent article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y aurait pas preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne, ou qu'une action appartenait à une autre personne que ne l'avait admis la Société en envoyant l'avis de rachat, à la seule condition que la Société exerce ses pouvoirs de bonne foi.

4. La Société pourra refuser, lors de toute Assemblée Générale, le droit de vote à toute Personne Prohibée (et notamment à tout Ressortissant des Etats-Unis) et à tout actionnaire ayant fait l'objet d'un avis de rachat de ses actions.

Le terme "Ressortissant des Etats-Unis" sera défini par le Conseil d'Administration.

## **Art. 12. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des actions**

### **Art 12.1 Règles générales**

La valeur nette d'inventaire des actions de chaque classe au sein de chaque compartiment (la "Valeur Nette d'Inventaire") sera déterminée conformément aux principes comptables généralement acceptés au Grand-Duché du Luxembourg, et exprimée dans la devise de référence de la

classe concernée (et/ou dans toutes autres devises déterminées de temps à autre par le Conseil d'Administration) comme un chiffre par action et est déterminée pour chaque Jour d'Evaluation défini à l'article 13 des présents statuts en divisant la valeur de tous les actifs du compartiment alloués à cette classe diminués des engagements du compartiment relatifs à cette classe (en ce compris les frais accumulés telles que de possibles commissions de gestion et commissions de performance), par le nombre total d'actions émises appartenant à cette classe au Jour d'Evaluation, conformément aux règles décrites ci-dessous.

L'évaluation des avoirs nets des différents compartiments se fera de la manière suivante :

Les actifs nets de la Société seront constitués par les avoirs de la Société tels que définis ci-après, moins les engagements de la Société tels que définis ci-après au Jour d'Evaluation auquel la Valeur Nette d'Inventaire des actions est déterminée.

I. Les avoirs de la Société comprennent :

a) toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts courus et non échus;

b) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles, y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été encaissé;

c) tous les titres, parts, actions, obligations, droits d'option ou de souscription, et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la Société;

d) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex dividende ou ex droit);

e) tous les intérêts courus et non échus produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf toutefois si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;

f) les frais de constitution de la Société dans la mesure où ils n'ont pas été amortis;

g) tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

h) les prêts seniors. L'évaluation des prêts seniors sera basée sur l'évaluation de sources indépendantes

II. La valeur de ces avoirs sera déterminée de la façon suivante:

a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et des billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance et non encore touchés est constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être encaissée ; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

b) La valeur de toutes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire qui sont cotées ou négociées à une bourse est déterminée suivant leur dernier cours de clôture disponible.

c) La valeur de toutes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire inférieurs à 3 mois qui sont négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public est déterminée suivant le dernier cours de clôture disponible.

d) Les instruments du marché monétaire et titres à revenu fixe pourront être évalués sur base du coût amorti, méthode qui consiste après l'achat à prendre en considération un amortissement constant pour atteindre le prix de rachat à l'échéance du titre.

e) La valeur des titres représentatifs de tout organisme de placement collectif sera déterminée suivant la dernière valeur nette d'inventaire officielle par part ou suivant la dernière valeur nette d'inventaire estimative si cette dernière est plus récente que la valeur nette d'inventaire officielle, à condition que la Société ait l'assurance que la méthode d'évaluation utilisée pour cette estimation est cohérente avec celle utilisée pour le calcul de la valeur nette d'inventaire officielle.

f) Dans la mesure où les valeurs mobilières en portefeuille au Jour d'Evaluation ne sont cotées ou négociées ni à une bourse, ni sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public ou au cas où, pour des valeurs cotées et négociées en bourse ou à un tel autre marché, le prix déterminé suivant les alinéas b) et c) n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces valeurs mobilières, l'évaluation se base sur la valeur probable de réalisation, laquelle sera estimée avec prudence et bonne foi.

g) Les valeurs exprimées en une autre devise que celle des compartiments respectifs sont converties au dernier cours moyen connu.

### III. Les engagements de la Société comprennent :

a) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles,

b) la rémunération de l'AIFM qui pourra être désigné par la Société et qui sera précisée dans ce cas dans les documents de vente de la Société, ainsi que la rémunération de tous les prestataires de service désignés par la Société ou par l'AIFM et notamment des gestionnaires de portefeuille, des conseillers en investissements, de la Banque Dépositaire, de l'administration centrale, des agents chargés du service financier, des agents payeurs, du réviseur d'entreprises agréé, des conseillers juridiques de la Société ainsi que d'autres conseillers ou agents auxquels la Société ou l'AIFM pourra être amenée à faire appel,

c) toutes les obligations connues et échues ou non échues, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces, soit en biens, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés lorsque le Jour d'Evaluation coïncide avec la date à laquelle se fera la détermination de la personne qui y a ou aura droit,

d) une provision appropriée pour impôts sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'au Jour d'Evaluation et fixée par le Conseil d'Administration et d'autres provisions autorisées ou approuvées par le Conseil d'Administration,

e) toutes autres obligations de la Société, de quelque nature que ce soit, à l'exception des engagements représentés par les moyens propres de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période en répartissant le montant au prorata des fractions de cette période.

IV. Les actifs nets attribuables à l'ensemble des actions d'un compartiment seront constitués par les actifs du compartiment moins les engagements du compartiment à la clôture du Jour d'Evaluation par référence auquel la Valeur Nette d'Inventaire des actions est déterminée.

Lorsqu'à l'intérieur d'un compartiment donné, des souscriptions ou des rachats d'actions ont lieu par rapport à des actions d'une classe spécifique, les actifs nets du compartiment attribuables à l'ensemble des

actions de cette classe seront augmentés ou réduits des montants nets reçus ou payés par la Société en raison de ces souscriptions ou rachats d'actions.

V. Le Conseil d'Administration établira pour chaque compartiment une masse d'avoirs qui sera attribuée, de la manière qu'il est stipulé ci-après, aux actions émises au titre du compartiment et de la classe concernés conformément aux dispositions du présent article. A cet effet:

1. Les produits résultant de l'émission des actions relevant d'un compartiment donné seront attribués dans les livres de la Société à ce compartiment, et les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à ce compartiment, seront attribués à ce compartiment.

2. Lorsqu'un avoir découle d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, au même compartiment auquel appartient l'avoir dont il découle, et à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au compartiment auquel cet avoir appartient.

3. Lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'un compartiment déterminé ou avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'un compartiment déterminé, cet engagement sera attribué à ce compartiment.

4. Au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à un compartiment déterminé, cet avoir ou cet engagement sera attribué à tous les compartiments au prorata des valeurs nettes des actions émises au titre des différents compartiments. La Société constitue une seule et même entité juridique.

5. A la suite du paiement de dividendes à des actions de distribution relevant d'un compartiment donné, la valeur d'actif net de ce compartiment attribuable à ces actions de distribution sera réduite du montant de ces dividendes.

VI. Pour les besoins de cet article :

1. chaque action de la Société qui sera en voie d'être rachetée suivant l'article 9 des présents statuts sera considérée comme action émise et existante jusqu'à la clôture du Jour d'Evaluation s'appliquant au rachat de cette action et son prix sera, à partir de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considéré comme engagement de la Société;

2. chaque action à émettre par la Société en conformité avec des demandes de souscription reçues sera traitée comme étant émise à partir de la clôture du Jour d'Evaluation lors duquel son prix d'émission a été



déterminé, et son prix sera traité comme un montant dû à la Société jusqu'à ce qu'il ait été reçu par elle;

3. tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs de la Société exprimés autrement qu'en la devise respective de chaque compartiment seront évalués en tenant compte des taux de change en vigueur à la date et à l'heure de la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire des actions ; et

4. il sera donné effet, au Jour d'Evaluation, à tout achat ou vente de valeurs mobilières contracté par la Société, dans la mesure du possible.

VII. Dans la mesure et pendant le temps où, parmi les actions correspondant à un compartiment déterminé, des actions de différentes classes auront été émises et seront en circulation, la valeur de l'actif net de ce compartiment, établie conformément aux dispositions sub I à V du présent article, sera ventilée entre l'ensemble des actions de chaque classe.

Lorsqu'à l'intérieur d'un compartiment donné, des souscriptions ou des rachats d'actions auront lieu par rapport à une classe d'actions, les avoirs nets du compartiment attribuables à l'ensemble des actions de cette classe seront augmentés ou réduits des montants nets reçus ou payés par la Société en raison de ces souscriptions ou rachats d'actions. A tout moment donné, la Valeur Nette d'Inventaire d'une action relevant d'un compartiment et d'une classe déterminés sera égale au montant obtenu en divisant les avoirs nets de ce compartiment alors attribuables à l'ensemble des actions de cette classe, par le nombre total des actions de cette classe alors émises et en circulation.

### **Art. 13. Fréquence et suspension temporaire du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des actions, des émissions, rachats et conversions d'actions**

#### **I. Fréquence du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire**

Dans chaque compartiment, la Valeur Nette d'Inventaire des actions, y compris le prix d'émission et le prix de rachat qui en relèvent seront déterminés périodiquement par la Société ou par un tiers désigné par la Société, au moins une fois par mois, à la fréquence que le Conseil d'Administration décidera (chaque jour par référence auquel la Valeur Nette d'Inventaire est calculée dans les présents statuts étant défini comme "Jour d'Evaluation").

#### **II. Suspension temporaire du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire**

Sans préjudice des causes légales, la Société peut suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des actions et l'émission, le rachat et

la conversion de ses actions, d'une manière générale, ou en rapport avec un ou plusieurs compartiments seulement, lors de la survenance des circonstances suivantes :

1) pendant tout ou partie d'une période durant laquelle un marché ou une bourse de valeurs qui est un marché ou bourse de valeur principale, où une partie substantielle des investissements de la Société attribuables à cette catégorie d'actions est cotée ou négociée, se trouve fermée, pour une autre raison que pour congé normal ou pendant laquelle les opérations y sont soit suspendues, soit soumises à restriction;

2) lorsqu'il existe une situation d'urgence par suite de laquelle la Société ne peut pas disposer des avoirs attribuables à une catégorie d'actions ou ne peut les évaluer;

3) pendant toute rupture des communications normalement utilisées pour déterminer le prix de n'importe quel investissement de la Société ou des prix courants sur un marché ou une bourse quelconque;

4) si pour toute autre raison les prix ou valeurs des investissements de la Société attribuables à une catégorie d'actions ne peuvent être rapidement et exactement déterminés;

5) lors de toute période pendant laquelle la Société est incapable de rapatrier des fonds dans le but d'opérer des paiements pour le rachat d'actions d'une catégorie ou pendant laquelle les transferts de fonds en cas d'investissements ou de désinvestissements ou de paiement lors du rachat d'actions ne peuvent, de l'avis du Conseil d'Administration, être effectués à des cours de change normaux;

6) lors d'une éventuelle décision par le Conseil d'Administration ou l'Assemblée Générale de fusionner un compartiment ou une classe;

7) à partir du moment où le Conseil d'Administration décide de liquider un compartiment ou une classe ou de convoquer un Assemblée Générale destinée à se prononcer sur la liquidation ou la fusion d'un compartiment, d'une classe ou de la Société;

8) lorsque le marché d'une monnaie dans laquelle est investie une part significative des actifs d'une ou de plusieurs catégories d'actions de la Société est fermé pour des périodes autres que les congés normaux, ou que les transactions y sont soit suspendues, soit soumises à restriction;

9) dans le cas d'une défaillance des moyens informatiques rendant impossible le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.

10) en cas de rachat massif correspondant à plus de 10% des actifs nets du compartiment ou en dessous de ce seuil si le Conseil d'Administration ou la société de gestion le décide.

Une telle suspension du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire sera portée à la connaissance des actionnaires désirant la souscription, le rachat ou la conversion d'actions du ou des compartiments concernés, lesquels pourront annuler leur ordre. Les autres actionnaires seront informés par un avis de presse dans la mesure requise par les lois et règlements applicables. Pareille suspension n'aura aucun effet sur le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, l'émission, le rachat ou la conversion des actions des compartiments non visés.

### **TITRE III. - ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE DE LA SOCIETE**

#### **Art. 14. Administrateurs**

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale pour une période maximum de 6 ans et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif ou être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de décès ou de démission d'un administrateur, il pourra être pourvu provisoirement à son remplacement par les administrateurs en observant les formalités prévues par la loi. Dans ce cas, l'Assemblée Générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

#### **Art. 15. Réunions du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président, qui doit obligatoirement être une personne physique. Il peut également désigner un vice-président et choisir un secrétaire qui ne fait pas obligatoirement partie du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou, à son défaut, de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, à l'endroit désigné dans les avis de convocation. Les convocations sont faites par écrit au moins 24 heures avant la réunion sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il est possible de renoncer à cette convocation à la suite de l'accord écrit ou par câble ou par télégramme, télex, fax ou tout autre moyen électronique susceptible de prouver une telle

renonciation de chaque administrateur. Une convocation séparée ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans un calendrier adopté préalablement par résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur peut donner par écrit, par télégramme, par e-mail ou par tout autre moyen approuvé par le Conseil d'Administration mandat à un de ses collègues pour le représenter à une réunion du Conseil d'Administration et y voter en son lieu et place sur les points prévus à l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Tout administrateur peut également assister aux réunions du Conseil d'Administration par le biais de moyens vidéo ou de visioconférence.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à la réunion. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Une résolution signée par tous les membres du Conseil d'Administration a la même valeur qu'une décision prise en Conseil d'Administration.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président ou, à son défaut, par celui ayant présidé la réunion. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux administrateurs.

## **Art. 16. Pouvoirs du Conseil d'Administration**

### **Art 16.1 Dispositions générales**

Le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, sous réserve de l'observation de l'objet social conformément à l'article 4 des présents statuts.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du Conseil d'Administration.

### **Art 16.2 Dispositions spécifiques concernant les politiques et restrictions d'investissement**

Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique sociale et d'investissement et la conduite de la gestion et de l'administration des affaires de la Société.

Le Conseil d'Administration fixera également toutes les restrictions qui seront de temps à autre applicables aux investissements de la Société.

#### **Art. 17. Engagement de la Société vis-à-vis des tiers**

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/ auxquelles pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration.

#### **Art. 18. Délégation de pouvoirs**

Le Conseil d'Administration peut déléguer les pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société, soit à un ou plusieurs administrateurs, soit à un ou plusieurs autres agents, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société, sous l'observation des dispositions de l'article 60 de la Loi de 1915. Il peut déléguer tout autre pouvoir conformément aux lois et règlements applicables.

Le Conseil d'Administration peut désigner un gestionnaire de fonds d'investissement alternatif externe ("AIFM") conformément à la Loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, telle que modifiée (la "Loi de 2013").

#### **Art. 19. Banque Dépositaire**

La Société conclura une convention avec une entité répondant aux conditions fixées par la Loi de 2013, aux termes de laquelle cette entité (la "Banque Dépositaire") assurera les fonctions de dépositaire des avoirs de la Société, conformément aux lois, règlements et autres réglementation applicables et notamment (i) à la Loi de 2010, (ii) à la Loi de 2013, (iii) au règlement délégué n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012 complétant la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil (la "Directive AIFM") en ce qui concerne les dérogations, les conditions générales d'exercice, les dépositaires, l'effet de levier, la transparence et la surveillance et (iv) à toutes les lois, règlements, ou lignes de conduite ou autres textes juridiquement obligatoires adoptées par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive AIFM et/ou de ses mesures d'exécution (l'ensemble des normes visées dans ce paragraphe étant désigné par les termes les "Règles AIFM").

La Banque Dépositaire est autorisée à se décharger de sa responsabilité à certaines conditions et notamment lorsque la législation d'un pays tiers exige que certains instruments financiers soient conservés par une entité locale et qu'aucune entité locale ne satisfait aux exigences relatives à la délégation visées au paragraphe (11), point d) ii) de l'article 19 de la Loi de 2013 et que les statuts du fonds d'investissement alternatif concerné autorisent expressément une telle décharge dans le respect des conditions prévues à l'article 19(4) de la Loi de 2013.

Dans ce contexte, la Société consent à ce que la Banque Dépositaire se décharge de sa responsabilité conformément aux lois et règlements applicables et en particulier aux Règles AIFM.

Les Investisseurs pourront être informés de la décharge de responsabilité de la Banque Dépositaire ainsi que de tout changement matériel à cette responsabilité par tout moyen visé à l'article 34 des présents statuts (étant entendu que la communication d'information à cet égard pourra être restreinte dans toute la mesure permise par les Règles AIFM).

Dans toute la mesure permise par les lois et règlements applicables, la Société consent au transfert de ses actifs à un tiers et à la réutilisation de ses actifs par un tiers (incluant la Banque Dépositaire ou un éventuel courtier principal).

#### **Art. 20. Intérêt personnel des administrateurs**

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société y seront intéressés, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé. Un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, d'associé, de fondé de pouvoir ou d'employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes questions relatives à un tel contrat ou opération.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt personnel en conflit avec celui de la Société dans une opération de la Société, il en informera le Conseil d'Administration et mention de cette déclaration sera faite au procès-verbal de la séance. Il ne participera pas aux délibérations et ne votera pas sur une telle opération.

Cette opération et l'intérêt personnel lié à celle-ci seront portés à la connaissance des actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale.

Le terme "intérêt personnel", tel qu'énoncé dans la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations, ni aux intérêts qui pourraient exister, de quelque manière, en quelque qualité ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute société ou entité juridique que le Conseil d'Administration pourra déterminer.

#### **Art. 21. Indemnisation des administrateurs**

La Société pourra indemniser tout administrateur ou fondé de pouvoir ainsi que leurs héritiers, exécuteurs testamentaires ou administrateurs légaux des dépenses raisonnablement encourues par eux en relation avec toute action, procédure ou procès auxquels ils seront partie prenante ou dans lesquels ils auront été impliqués en raison de la circonstance qu'ils sont ou ont été administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, ou en raison du fait qu'ils l'ont été à la demande de la Société dans une autre société, dans laquelle la Société est actionnaire ou créancière, dans la mesure où ils ne sont pas en droit d'être indemnisés par cette autre entité, sauf relativement à des matières dans lesquelles ils seront finalement condamnés pour négligence grave, faute lourde, dol, ou mauvaise administration dans le cadre d'une pareille action ou procédure ; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son conseil que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation pré-décrit n'exclura pas d'autres droits individuels dans le chef de ces personnes.

#### **Art. 22. Surveillance de la Société**

Conformément à la Loi de 2010, tous les éléments de la situation patrimoniale de la Société seront soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises agréé, qui exécutera sa mission conformément à la Loi de 2010 et à la Loi de 2013. Celui-ci sera nommé par l'Assemblée Générale pour une période fixée par celle-ci. Il restera en fonction jusqu'à l'élection de son successeur. Le réviseur d'entreprises peut être remplacé à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

### **TITRE IV. - ASSEMBLEE GENERALE**

#### **Art. 23. Représentation**

L'Assemblée Générale représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

En outre, les actionnaires de chaque compartiment et/or classe peuvent être constitués en assemblées générales séparées lorsque la délibération de l'assemblée est de nature à modifier ou affecter leurs droits respectifs.

#### **Art. 24. Assemblée Générale annuelle**

L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration. Elle peut l'être sur demande d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale annuelle se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou tout autre endroit de la commune du siège social qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois de mai de chaque année à 15.30 heures. Si ce jour est férié, l'Assemblée Générale annuelle se réunira le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

L'Assemblée Générale est convoquée dans les formes et délais prévus par la loi.

Les affaires traitées lors d'une Assemblée Générale seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour et aux affaires se rapportant à ces points.

#### **Art. 25. Réunions sans convocation préalable**

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'Assemblée Générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

#### **Art. 26. Votes**

Chaque action, quel que soit le compartiment dont elle relève et quelle que soit sa Valeur Nette d'Inventaire dans le compartiment au titre duquel elle est émise, donne droit à une voix. Le droit de vote ne peut être exercé que pour un nombre entier d'actions.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux Assemblées Générales par des mandataires, même non actionnaires, en leur conférant un pouvoir écrit.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'Assemblée Générale.



Chaque actionnaire peut voter grâce aux formulaires de vote envoyés par poste ou facsimilé au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires de vote fournis par la Société et qui contiennent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, son ordre du jour, la proposition soumise à la décision de l'Assemblée Générale, ainsi que trois cases permettant à l'actionnaire de voter en faveur, contre ou de s'abstenir concernant la ou les résolution(s) proposée(s) en cochant la case appropriée.

Les formulaires de vote qui ne montrent ni une voix en faveur, ni une voix en défaveur de la résolution, ni une abstention seront nuls. La Société ne prendra en considération que les formulaires de vote reçus cinq (5) jours avant l'Assemblée Générale à laquelle ils sont relatifs.

#### **Art. 27. Quorum et conditions de majorité**

L'Assemblée Générale délibère conformément aux prescriptions de la Loi de 1915.

Dans la mesure et suivant les conditions requises par la loi luxembourgeoise, la convocation à toute Assemblée Générale pourra indiquer que le quorum et la majorité applicable à cette Assemblée Générale sera déterminée en fonction des actions émises et en circulation le cinquième jour qui précède l'assemblée à vingt-quatre heures (heure de Luxembourg) (la "Date d'Enregistrement") étant précisé que le droit pour un actionnaire de participer à une Assemblée Générale et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sera déterminé en fonction des actions détenues par cet actionnaire au moment de la Date d'Enregistrement.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont soumises aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi luxembourgeoise.

### **TITRE V. - ANNEE SOCIALE - REPARTITION DES BENEFICES**

#### **Art. 28. Année sociale et monnaie de compte**

L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année. La monnaie de compte est l'euro.

#### **Art. 29. Répartition des bénéfices annuels**

Les actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, déterminera le montant des dividendes à distribuer aux actions de distribution, dans les limites prévues par la Loi de 2010. S'il est toutefois

dans l'intérêt des actionnaires de ne pas distribuer de dividende, compte tenu des conditions du marché, aucune distribution ne se fera.

La quote-part des revenus et gains en capital attribuable aux actions de capitalisation sera en principe capitalisée. Le Conseil d'Administration ne s'interdit toutefois pas de proposer à l'Assemblée Générale le paiement d'un dividende pour les actions de capitalisation si celui-ci est jugé plus avantageux pour les actionnaires.

Dans tous les compartiments, des dividendes intérimaires pourront être déclarés et payés par le Conseil d'Administration par rapport aux actions de distribution, sous l'observation des conditions légales alors en application.

Les dividendes pourront être payés dans la devise choisie par le Conseil d'Administration, en temps et lieu qu'il appréciera et au taux de change en vigueur à la date de mise en paiement. Tout dividende déclaré qui n'aura pas été réclamé par son bénéficiaire dans les cinq ans à compter de son attribution ne pourra plus être réclamé et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur un dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

### **Art 30. Frais à charge de la Société**

La Société supportera l'intégralité de ses frais d'exploitation, notamment :

- les honoraires et remboursement de frais du Conseil d'Administration ;
- la rémunération de l'AIFM qui pourra être désigné par la Société et qui sera précisée dans ce cas dans les documents de vente de la Société, ainsi que la rémunération de tous les prestataires de service désignés par la Société ou par l'AIFM et notamment des gestionnaires de portefeuille, des conseillers en investissements, de la Banque Dépositaire, de l'administration centrale, des agents chargés du service financier, des agents payeurs, du réviseur d'entreprises agréé, des conseillers juridiques de la Société ainsi que d'autres conseillers ou agents auxquels la Société ou l'AIFM pourra être amenée à faire appel ;
- les frais de courtage ;
- les frais de confection, d'impression et de diffusion du Prospectus, des rapports annuels et semestriels et, plus généralement, de toute la documentation et de toutes les présentations transmises aux Investisseurs ;
- l'impression des certificats d'actions ;
- les frais et dépenses engagés pour la formation de la Société ;

- les impôts, taxes et droits gouvernementaux en relation avec son activité ;
- les honoraires et frais liés à l'inscription et au maintien de l'inscription de la Société auprès des organismes gouvernementaux et des bourses de valeurs luxembourgeois et étrangers ;
- les frais de communication aux actionnaires (en ce compris les frais de création et maintien de l'éventuel site internet de la Société);
- les frais de publication de la Valeur Nette d'Inventaire et du prix de souscription et de rachat ; et
- les frais en relation avec la commercialisation des actions de la Société.

La Société constitue une seule et même entité juridique. Les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Les frais qui ne sont pas directement imputables à un compartiment sont répartis sur tous les compartiments au prorata des avoirs nets de chaque compartiment.

Si le lancement d'un compartiment intervient après la date de lancement de la Société, les frais de constitution en relation avec le lancement du nouveau compartiment seront imputés à ce seul compartiment et pourront être amortis sur un maximum de cinq ans à partir de la date de lancement de ce compartiment.

## **TITRE VI. - LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

### **Art. 31. Dissolution – Liquidation**

La Société pourra être dissoute, par décision d'une Assemblée Générale statuant suivant les dispositions de l'article 35 des statuts.

Dans le cas où le capital social de la Société est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.

Si le capital social de la Société est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale délibérant sans condition de présence ; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'Assemblée.

La convocation doit se faire de façon que l'Assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est

devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum.

Les décisions de l'Assemblée Générale ou du tribunal prononçant la dissolution et la liquidation de la Société sont publiées conformément aux lois et règlements applicables.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par un ou plusieurs liquidateurs nommé conformément à la Loi de 2010 et aux statuts de la Société. Le produit net de la liquidation de chacun des compartiments sera distribué aux détenteurs d'actions de la classe concernée en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans cette classe. Les montants qui n'ont pas été réclamés par les actionnaires lors de la clôture de la liquidation seront déposés à la Caisse de Consignation à Luxembourg au profit de qui ils appartiendront. A défaut de réclamation endéans la période de prescription légale, les montants consignés ne pourront plus être retirés.

### **Art. 32. Liquidation et fusion des compartiments**

#### **I. Liquidation d'un compartiment.**

Le Conseil d'Administration pourra décider la fermeture d'un ou de plusieurs compartiments si des changements importants dans la situation politique ou économique rendent, dans l'esprit du Conseil d'Administration, cette décision nécessaire ou si l'actif net de ce ou ces compartiments est jugé par le Conseil d'Administration comme insuffisant pour garantir une gestion optimale de ce ou ces compartiments.

Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, la Société pourra, en attendant la mise à exécution de la décision de liquidation, continuer à racheter les actions du compartiment dont la liquidation est décidée.

Pour ces rachats, la Société se basera sur la Valeur Nette d'Inventaire, qui sera établie de façon à tenir compte des frais de liquidation, des prix de réalisation actuels des investissements et des frais de réalisation, mais sans déduction d'une commission de rachat ou d'une quelconque autre retenue.

Les frais d'établissement activés sont à amortir intégralement dès que la décision de liquidation est prise.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'Administration par les paragraphes précédents, une Assemblée Générale des actionnaires d'un compartiment ou d'une classe pourra, sur proposition du Conseil d'Administration et avec son accord, racheter toutes les actions de ce

compartiment ou de cette classe et rembourser aux actionnaires la Valeur Nette d'Inventaire de leurs actions (en tenant compte des frais de liquidation, des prix de réalisation actuels des investissements et des frais de réalisation) déterminée au Jour d'Evaluation auquel une telle décision prendra effet. Aucun quorum ne sera requis pour une telle Assemblée Générale des actionnaires et les résolutions pourront être adoptées à la majorité simple des votes exprimés.

Les montants qui n'ont pas été réclamés par les actionnaires ou ayants droit lors de la clôture de la liquidation du ou des compartiments seront déposés à la Caisse de Consignation à Luxembourg au profit de qui ils appartiendront.

II. Liquidation par apport à un autre compartiment de la Société ou à un autre OPC de droit luxembourgeois ou de droit étranger.

Si des changements importants dans la situation politique ou économique rendent dans l'esprit du Conseil d'Administration, cette décision nécessaire, ou si l'actif net de ce ou ces compartiments est jugé par le Conseil d'Administration comme insuffisant pour garantir une gestion optimale de ce ou ces compartiments, le Conseil d'Administration pourra également décider la fermeture d'un ou de plusieurs compartiments par apport à un ou plusieurs autres compartiments de la Société ou à un ou plusieurs autres compartiments d'un autre OPC de droit luxembourgeois ou de droit étranger. Pendant une période minimale d'un mois à compter de la date de la publication de la décision d'apport, les actionnaires du ou des compartiments concernés peuvent demander le rachat sans frais de leurs actions. A l'expiration de cette période, la décision relative à l'apport engage l'ensemble des actionnaires qui n'ont pas fait usage de cette possibilité, étant entendu cependant que lorsque l'OPC qui doit recevoir l'apport revêt une forme contractuelle (comme un fonds commun de placement) ou est un OPC étranger, cette décision ne peut engager que les seuls actionnaires qui se sont prononcés en faveur de l'opération d'apport.

Les décisions du Conseil d'Administration relatives à une liquidation pure et simple ou à une liquidation par apport feront l'objet d'une publication conformément aux lois et règlements applicables au Grand Duché de Luxembourg, et le cas échéant, dans les pays où les actions de la Société sont offertes à la souscription.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'Administration par les paragraphes précédents, un apport des actifs et engagements attribuables à un compartiment à un autre compartiment de la Société peut

être approuvé par une décision de l'Assemblée Générale du compartiment contribuant, sur proposition du Conseil d'Administration et avec son accord, pour laquelle aucun quorum ne sera requis et qui décidera cette fusion à la majorité simple des votes exprimés, sauf lorsque la contribution est faite à un OPC du type contractuel ("fonds commun de placement") ou à un OPC étranger, où une telle décision sera applicable uniquement aux actionnaires qui auront voté en faveur de la fusion.

## **TITRE VII. – TRAITEMENT PREFERENTIEL ET INFORMATION DES INVESTISSEURS**

### **Art. 33. Traitement préférentiel des Investisseurs**

Un actionnaire potentiel ou existant ("Investisseur") peut se voir accorder un traitement préférentiel ou un droit à recevoir un traitement préférentiel dans les conditions prévues par les lois et réglementations applicables.

Un traitement préférentiel peut consister en (i) une diminution ou suppression de tout ou parties des frais, charges ou dépenses applicables, (ii) un remboursement de tout ou partie des frais, charges et/ou dépenses applicables, (iii) des conditions de souscription, rachat, conversion ou transfert préférentielles (tels que, notamment, une réduction du préavis applicable, une réduction ou suppression du montant minimum de souscription ou de rachat, une réduction ou suppression des restrictions de rachat, une réduction ou suppression des *side-pockets*, une réduction ou suppression des droits de cession forcée (*drag along*) et de cession conjointe (*tag along*), (iv) la possibilité de ne pas être exposé à certains actifs, passifs ou à certaines contreparties, (v) une transparence accrue ou l'accès à des certaines informations concernant certains aspects du portefeuille de la Société ou la gestion ou les activités (passées, présentes ou futures) de la Société ou de l'AIFM, (vi) des conditions préférentielles en matière de distribution (de dividendes, *carried interest*, boni de liquidation ou de toute autre somme susceptible d'être distribuée par la Société), (vii) certains droits préférentiels (tels qu'un droit de veto) concernant la nomination des organes de gestion ou éventuels comités de la Société ou de l'AIFM, (viii) une participation dans les activités ou la gestion de la Société ou de l'AIFM (et notamment la participation aux différents comités ou réunions des organes de gestion), (ix) un droit de veto sur certaines matières, (x) des arrangements particuliers en matières de droits de vote (et notamment des droits de vote accrus), (xi) le fait de bénéficier d'une clause de la nation la plus favorisée ou de toute clause

similaire ou (xii) tout autre avantage ou privilège octroyé par la Société ou l'AIFM à condition de ne pas être contraire aux lois et règlements applicables et aux présents statuts.

Un traitement préférentiel peut être accordé sur base (i) de la taille, la nature ou du moment de l'engagement pris vis-à-vis de la Société, (ii) du type, de la nature, des spécificités ou caractéristiques d'un ou plusieurs Investisseurs, (iii) de l'implication (passée, présente ou future) d'un ou plusieurs Investisseurs dans la gestion ou les activités de la Société ou l'AIFM ou de (iv) tout autre critère fixé par la Société ou l'AIFM à condition de ne pas être contraire aux lois et règlements applicables et aux présents statuts.

Un traitement préférentiel peut prendre la forme d'un engagement contractuel (en ce compris une *side letter*), la création d'une ou plusieurs classes ou catégories d'actions ou toute autre forme fixée par la Société ou l'AIFM à condition de ne pas être contraire aux lois et règlements applicables et aux présents statuts.

Sauf convention ou obligation légale ou réglementaire contraire, le traitement préférentiel accordé à un Investisseur ne donne pas aux autres Investisseurs le droit de bénéficier du même traitement.

Si un Investisseur bénéficie d'un traitement préférentiel ou du droit de bénéficier d'un traitement préférentiel, une description de ce traitement préférentiel, du type d'Investisseurs qui en bénéficient, et, leurs liens juridiques ou économiques avec la Société ou l'AIFM pourront être communiquées aux Investisseurs par tout moyen visé à l'article 34 des présents statuts (étant entendu que la Société pourra restreindre la communication de ces informations dans toute la mesure permise par les lois et règlements applicables).

#### **Art. 34. Information des Investisseurs**

Toute information ou document que la Société ou l'AIFM souhaite ou doit communiquer aux Investisseurs sera valablement communiquée par n'importe lequel des moyens de communication suivants : (i) le Prospectus ou les documents de vente de la Société, (ii) les bulletins de souscription, rachat, conversion ou transfert, (iii) une lettre, un message électronique (e-mail), ou tout type d'avis ou de message, (iv) une publication dans la presse électronique ou papier, (v) les rapports périodiques de la Société, (vi) la mise à disposition au siège de la Société ou de l'AIFM, (vii) la divulgation sur internet ou au moyen d'un site web (le cas échéant avec mot de passe ou accès limité), (viii) tout autre moyen

déterminé par la Société ou l'AIFM à condition de ne pas être contraire aux lois et règlements applicables et aux présents statuts.

La société ou l'AIFM peuvent librement déterminer par quel moyen chaque information sera communiquée aux Investisseurs à condition qu'au moins un des moyens de communication utilisés soit indiqué soit dans le Prospectus soit au siège de la Société ou de l'AIFM.

Certains moyens de communication nécessitent un accès à internet et/ou une messagerie électronique. Les Investisseurs reconnaissent à cet égard que par le seul fait de solliciter un investissement ou a fortiori d'investir dans la Société, ils acceptent l'utilisation de moyens de communication électroniques et confirment avoir accès à internet et à un système de messagerie électronique leur permettant d'accéder aux informations qui seraient mises à leur disposition par ce biais.

Par le seul fait de solliciter un investissement ou a fortiori d'investir dans la Société, les Investisseurs (i) acceptent que les informations qui doivent leur être transmises conformément à la Loi de 2013 et notamment à ses articles 13(1), 13(2) et 21 (2) puissent être disponibles sur un site web sans leur être adressée personnellement et (ii) prennent note du fait que l'adresse dudit site web sera indiquée dans le Prospectus ou disponible au siège de la Société ou de l'AIFM.

## **TITRE VIII. - MODIFICATION DES STATUTS - LOI APPLICABLE**

### **Art. 35. Modification des statuts**

Les présents statuts pourront être modifiés par une Assemblée Générale soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi luxembourgeoise.

### **Art. 36. Loi applicable**

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi de 1915, ainsi qu'à la Loi de 2010 et à la Loi de 2013 (dans la mesure où cette loi est applicable à la Société).

### **Seconde résolution**

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société à L-1855 Luxembourg, 60, avenue J.-F. Kennedy avec effet au premier janvier 2016 (ou toute autre date ultérieure fixée par le conseil d'administration de la Société au cas où le déménagement de l'agent domiciliataire de la Société prendrait du retard).

L'Assemblée décide par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 2 des Statuts comme suit avec effet au premier janvier 2016 (ou



toute autre date ultérieure fixée par le conseil d'administration au cas où le déménagement de l'agent domiciliataire de la Société prendrait du retard) :

"Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg ".

L'Assemblée décide à toutes fins utiles de donner pourvoir au conseil d'administration de la Société pour accomplir toutes les formalités nécessaires à la constatation ou, le cas échéant, la modification de la date de prise d'effet du transfert du siège social de la Société au cas où le déménagement de l'agent domiciliataire de la société prendrait du retard.

Les points à l'ordre du jour ayant été traités, l'Assemblée est close.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau, ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: S.DOBSON, V.LETELLIER, A.BIEJ et J. BADEN.

-----  
Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 9 juin 2015.

1LAC / 2015 / 17784

Reçu soixante-quinze euros

**€ 75,-**

Le Receveur (s) (ff) C.FRISING

-----  
- POUR EXPEDITION CONFORME -  
délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 15 juin 2015

Coût de cette expédition:

Timbres: 36,00 €

Rôles: 40,92 €

**76,92 €**